

CONTENU

Politique commerciale américaine

TPP : des règles strictes sur l'investissement pour endiguer le modèle économique chinois?.....	1
Doha : la Chine, le Brésil et l'Inde doivent offrir mieux, pense Kirk	2

Relations commerciales

Les États-Unis endossent pleinement l'accession de la Russie à l'OMC.....	4
---	---

Études économiques et articles connexes	5
---	---

Politique commerciale américaine

TPP : des règles strictes sur l'investissement pour endiguer le modèle économique chinois?

Le chapitre sur les investissements du Partenariat transpacifique (TPP) proposé par les États-Unis a fait l'objet d'une fuite et a été rendu public par l'organisation *Knowledge Ecology International*. Le texte confidentiel a été présenté lors de la 5^e phase des négociations à Santiago au Chili, qui avait lieu à la mi-février 2011. Il défend la plupart des revendications faites par les entreprises américaines qui siègent aux comités consultatifs du bureau du représentant américain au Commerce (USTR). Ces propositions cherchent à limiter les contraintes liées à l'investissement international dans la foulée des politiques d'«innovations indigènes» chinoises et dépassent les normes internationales en vigueur en matière de protection des droits de propriété intellectuelle (DPI).

« Nous faisons face à de nouveaux obstacles, comme la croissance des politiques d'innovations indigènes qui contraignent les investisseurs étrangers à favoriser le développement de technologies domestiques. Nous travaillons afin de nous assurer que le TPP reflète les valeurs que nous partageons [...]. »

– Hillary Clinton, rencontre de l'APEC, 9 mars 2011.



La secrétaire d'État,
Hillary Clinton

Le représentant au Commerce, Ron Kirk, et la secrétaire d'État, Hillary Clinton, ont récemment répété que l'Administration Obama s'engageait à imposer des règles et des normes commerciales strictes dans les négociations du TPP afin d'éliminer les barrières non tarifaires au commerce en Asie.¹ Elle veut ainsi éviter une émulation des politiques d'«innovations indigènes»

¹ Pour consulter les propos de l'USTR Ron Kirk lors des audiences de la commission sur le Commerce du comité des Voies et Moyens du 9 février dernier, voir : W&M

http://waysandmeans.house.gov/UploadedFiles/USTR_Ron_Kirk_Testimony_2-9-11.pdf ; pour consulter les propos de la secrétaire d'État, Hillary Clinton, lors de l'accession américaine à la présidence de l'APEC, le 9 mars dernier, voir : DoS <http://www.state.gov/secretary/rm/2011/03/157940.htm>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 17 mars 2011

chinoises, qui, pour favoriser le transfert technologique dans certaines industries de pointe, lient l'accès aux marchés publics à l'utilisation de technologies brevetées localement.² Le texte prévoit limiter la capacité des gouvernements à lier à leurs politiques d'investissement des exigences en matière de recherche et développement ou en matière de prescription de normes technologiques dans la production.

Les protections proposées concernant les droits de propriété intellectuelle (DPI) dépassent les normes prescrites par l'Accord commercial anticontrefaçon (ACAC), par l'Accord de libre-échange entre les États-Unis et la Corée du Sud et même dans certains cas celles offertes par les lois américaines. Dans le domaine des droits d'auteur, le texte s'attaque principalement à la vente et à l'échange en ligne de produits culturels piratés ou contrefaits. Il propose de réintroduire la clause de la « responsabilité secondaire » des fournisseurs de service Internet (FSI), fortement diluée dans l'ACAC.³ Concernant les brevets, aucune exception claire n'apparaît pour protéger le recours à des médicaments génériques. Dans le domaine agroalimentaire, le texte prévoit une forte protection des DPI reliés aux organismes génétiquement modifiés. Parallèlement, le texte cherche à limiter fortement la reconnaissance des indications géographiques.⁴ La plupart de ces propositions ont déjà fait l'objet de débats entre les États-Unis et leurs partenaires commerciaux dans le cadre de négociations antérieures, avant d'être rejetées ou édulcorées.

Les États-Unis cherchent aussi à mettre en place des pratiques uniformes et sévères d'exécution des lois en matière de respect des DPI. Le texte prévoit entre autres : la mise en place de mesures de contrôle aux frontières, des dédommagements basés sur le prix de détail suggéré par l'entreprise lésée et la criminalisation de la contrefaçon, et ce, même lorsque dans un but non lucratif. Malgré les réticences australiennes, le texte propose la mise en place d'un mécanisme de règlement des différends opposant un investisseur et un État.

Mentionnons finalement qu'à l'instar des autres ALE et traités bilatéraux d'investissement (TBI) signés par les États-Unis, le texte prévoit l'interdiction pour les parties au TPP d'imposer des contrôles sur les flux de capitaux. Ces mesures ultralibérales sont de plus en plus contestées par certains économistes qui jugent que des flux massifs de capitaux de court terme peuvent avoir des effets déstabilisateurs sur l'économie ou créer des bulles spéculatives en cas de déséquilibres mondiaux.⁵

L'Administration Obama endosse donc largement les griefs de l'industrie américaine qui souhaite faciliter l'accès à l'investissement dans les pays d'Asie de l'Est et du Pacifique, accroître la protection des DPI et faciliter les flux de capitaux. Ces objectifs sont étroitement rattachés à la conception véhiculée par la Maison-Blanche d'une concurrence loyale et ouverte. Ils visent aussi à imposer une uniformisation des règles du commerce international. Cependant, en excluant à nouveau les groupes de la société civile de l'élaboration de sa politique d'investissement et de sa

² Pour plus de détails sur les politiques d'innovations indigènes chinoises, consulter la Chronique commerciale américaine du 21 avril 2010. En ligne : CEIM <http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/21-04-10.pdf>

³ Pour plus de détails sur les politiques liées au contrôle d'internet dans l'ACAC, consulter les Chroniques commerciales américaines du 9 septembre 2010 et du 23 février 2010 : CEIM <http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/CCA-10-09-09.pdf> et <http://ieim.uqam.ca/IMG/pdf/23-02-10.pdf>

⁴ Pour plus de détail sur les tensions entourant la reconnaissance des indications géographiques au sein de l'ACAC, consulter la Chronique commerciale américaine du 6 octobre 2010, en ligne : CEIM http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/CCA_10-10-06.pdf

⁵ Un groupe de 250 économistes du monde entier, parmi lesquels Dani Rodrick et Joseph Stiglitz, ont récemment fait parvenir une lettre à la secrétaire d'État, Hillary Clinton, au secrétaire du Trésor, Timothy Geitner, et à l'USTR, Ron Kirk, plaidant pour l'insertion de clauses permettant l'imposition de restrictions des flux de capitaux spéculatifs dans les ALE et les TBI auxquels participent les États-Unis. Pour consulter cette lettre, voir : GDAE http://www.ase.tufts.edu/gdae/policy_research/CapCtrlsLetter.pdf



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 17 mars 2011

politique en matière de DPI, la Maison-Blanche s'expose à la résistance récurrente d'une pluralité de groupes qui lui reprochent de confondre l'intérêt public et les intérêts corporatifs.

Sources : « The complete Feb 10, 2011 text of the US proposal for the TPP IPR chapter », *Knowledge Ecology International*, 10 mars 2011, en ligne : KEI <http://keionline.org/node/1091> ; « U.S. TPP Investment Proposal Retains Investor-State, Breaks New Ground », *Inside U.S. Trade*, vol 29, no 10, 11 mars 2011 ; Stephen Kaufman, « Mme Clinton voit dans la coopération économique la clé du progrès de tous les pays de l'APEC », 10 mars 2011, en ligne : America.gov <http://www.america.gov/st/develop-french/2011/March/20110310140108x0.7289807.html>

Doha : la Chine, le Brésil et l'Inde doivent offrir mieux, pense Kirk

Le représentant au Commerce, Ron Kirk, a publié une lettre ouverte, par l'entremise de l'agence de presse Reuters, dans laquelle il expose la position américaine dans les négociations de Doha. Les États-Unis s'attendent à une ouverture accrue des trois grands pays émergents, soit la Chine, le Brésil et l'Inde. Cette sortie publique survient alors que les négociations du cycle de Doha, qui se prolongent depuis près de 10 ans, reprennent vie sous les pressions combinées du G20 et de l'inépuisable directeur général de l'OMC, Pascal Lamy. Une énième dernière chance?



Le représentant au Commerce, Ron Kirk

« La croissance remarquable des pays émergents comme la Chine, l'Inde et le Brésil doit se refléter dans les Accords de Doha. [...] Dans ces négociations où l'on demande aux États-Unis d'éliminer près de 100 % de nos tarifs sur les produits industriels et agricoles, nous demandons aux économies émergentes d'accepter des responsabilités à la mesure de leur rôle accru dans l'économie mondiale. »

– Ron Kirk, Reuters, 11 mars 2011.

La position de Kirk est sans ambages, les États-Unis s'attendent à des concessions importantes des grands pays émergents qui reflètent leur croissance fulgurante des dernières années. Ils considèrent que la Chine a profité de manière exceptionnelle de son accession à l'OMC sans ouvrir suffisamment son marché en retour. Maintenant qu'elle a acquis une compétitivité à toute épreuve dans les secteurs manufacturier et industriel, elle doit ouvrir davantage ces marchés. Les États-Unis souhaitent que le Brésil se joigne à l'Accord sur les technologies de l'information (ATI) de l'OMC. Ils veulent aussi que l'Inde réduise fortement ses barrières tarifaires dans des secteurs toujours fortement protégés de son industrie d'exportation, comme les produits pharmaceutiques ou la machinerie industrielle. Kirk mentionne finalement que les États-Unis visent une réelle libéralisation du secteur des services des grands pays émergents, ce que les propositions actuelles ne permettraient pas d'obtenir.

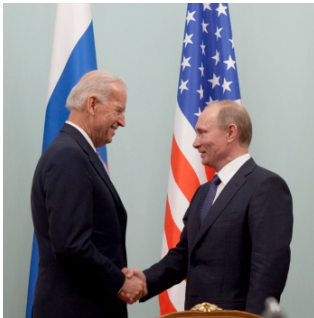
En retour, les États-Unis s'engagent à l'élimination presque complète de leurs tarifs et à une libéralisation de leur secteur agricole. Est-ce que cela sera suffisant? Le cycle de Doha pourra-t-il être conclu avant la fin de l'année 2011 comme le souhaite Pascal Lamy? Rien n'est moins sur. Si les négociations ont bel et bien repris de la vigueur depuis quelques mois, aucun compromis ambitieux à la hauteur des attentes américaines ne semble se dessiner.

Source : Ron Kirk, « Moving Doha Forward : The U.S. View », *Reuters*, 11 mars 2011, en ligne : Reuters <http://blogs.reuters.com/great-debate/2011/03/11/moving-doha-forward-the-u-s-view/>

Relations commerciales

Les États-Unis endossent pleinement l'accèsion de la Russie à l'OMC

Lors d'une visite de deux jours en Russie, les 9 et 10 mars, le vice-président américain, Joe Biden, a rappelé l'engagement de l'Administration Obama à normaliser les relations commerciales entre les États-Unis et la Russie, ainsi que son soutien à l'accèsion du pays à l'OMC. La Russie est encore techniquement sous l'effet d'un embargo commercial depuis le passage en 1974 de l'amendement Jackson-Vanik. En pratique, l'amendement est suspendu annuellement depuis 1994, mais dans le contexte de l'accèsion prochaine de la Russie à l'OMC, il est considéré comme un obstacle majeur à l'octroi du statut de la nation la plus favorisée (NPF) par les États-Unis.



Le vice-président Joe Biden
et le premier ministre russe
Vladimir Poutine

« Les États-Unis supportent fortement l'accèsion de la Russie à l'OMC. Nous travaillons avec les négociateurs russes à Genève afin d'accélérer ce processus. »

– Joe Biden, rencontre avec des représentants du secteur des affaires russes et américains, Moscou, 9 mars 2011.

Le vice-président Biden a cependant rappelé que, malgré l'appui de la Maison-Blanche, de nombreux obstacles se dressaient sur la route de la normalisation commerciale entre les deux pays. Plusieurs congressistes reprochent à la Russie son bilan décevant en matière de respect des droits de propriété intellectuelle, d'ouverture de son marché agricole ou en matière de protection des droits de l'Homme. Le vice-président Biden a aussi soulevé les problèmes de corruption qui minent la croissance du commerce et de l'investissement en Russie. Malgré cela, l'Administration Obama priorise l'accèsion rapide de la Russie à l'OMC qui, selon Biden, y favorisera l'amélioration des pratiques et l'implantation plus systématique des règles de droit en matière de commerce.

Pour consulter les discours de Joe Biden lors de son voyage en Russie :

- Devant des représentants du secteur des affaires : White House <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/03/09/remarks-vice-president-joseph-r-biden-jr-roundtable-discussion-american>
- Devant une assemblée étudiante à l'Université de Moscou : White House <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/03/10/vice-president-bidens-remarks-moscow-state-university>
- Avec le premier ministre Vladimir Poutine : White House <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/03/10/remarks-vice-president-joe-biden-and-russian-prime-minister-vladimir-put>

Sources : « Biden Says U.S. Strongly Supports Russia's WTO Bid », Bureau of International Information Programs, 9 mars 2011, en ligne : America.gov <http://www.america.gov/st/business-english/2011/March/20110309163418nehpets0.2729151.html?CP.rss=true> ; Jonathan Weisman et Greg White, « Biden Decries Russian Corruption During Visit », Wall Street Journal, 10 mars 2011, en ligne : WSJ <http://online.wsj.com/article/SB10001424052748704823004576191992944199756.html> ; Jim Heintz et David Nowak, « Biden Backs Russia for Spot in WTO », Washington Times, 10 mars 2011, en ligne : <http://www.washingtontimes.com/news/2011/mar/10/biden-backs-russia-for-spot-in-wto/>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 17 mars 2011

Études économiques et articles connexes

Cette semaine dans l'actualité :

Martin Shabu, « Temelín Could Persuade US to Compromise on Bilateral Investment Treaty », *Czech Position*, 3 mars 2011, en ligne : Bilaterals

<http://www.bilaterals.org/spip.php?article19192&lang=en>

Doug Palmer, « USTR Tells Congress Ready to Move South Korea Trade Deal », *Reuters*, 7 mars 2011, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/2011/03/07/us-usa-trade-southkorea-idUSTRE72650W20110307>

Doug Palmer et Caren Bohan, « Obama Mulls Choices for Commerce Secretary Job », *Reuters*, 8 mars 2011, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/2011/03/08/obama-commerce-idUSN0816348420110308>

Lachlan Carmichael, « US Seeks Level Playing Field for Asia-Pacific Region », *AFP*, 9 mars 2011, en ligne : Google http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5h47JfTaFT_OhDe9pr_Ogg9dLutwQ?docId=CNG.4d0972a5d5ba233b46fb820a5ebf0e0c.541

« How Argentina Torpedoed Uruguay's FTA with the US, According to Wikileaks », *Mercopress*, 11 mars 2011, en ligne : Mercopress <http://en.mercopress.com/2011/03/11/how-argentina-torpedoed-uruguay-s-fta-with-the-us-according-to-wikileaks>

Études économiques et commerciales :

« 2011 Trade Policy Agenda and 2010 Annual Report of the President of the United States on Trade Agreements Program », USTR, mars 2011, en ligne : USTR http://www.ustr.gov/webfm_send/2597

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et rédaction : David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca

Abonnez-vous à la liste de diffusion et au fil RSS du bulletin !



<http://www.ceim.uqam.ca/spip.php?article483>



http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=backend-ceim&id_mot=278